# LES RÉACTIONS ÉMOTIONNELLES AUX ATTENTATS DE JANVIER 2015 DU POINT DE VUE DES SCIENCES SOCIALES

MATHIAS DELORI

D'une manière générale, le terrorisme entretient une double relation avec la problématique des émotions[17]. Pour commencer, l'émotion se trouve au cœur du répertoire d'action terroriste. L'auteur d'une action terroriste espère provoquer une émotion chez son adversaire. Plus précisément, il joue un coup de billard à deux bandes : il espère provoquer une émotion chez son adversaire et voir celle-ci générer ensuite des effets politiques, que ce soit en termes de destruction du moral de l'adversaire (cas des bombardements de civils de

17 Ce chapitre est une version augmentée et remaniée de deux articles que j'ai publiés dans *Médiapart* au lendemain des attentats. Je remercie chaleureusement Bertrand Badie, Gilles Bertrand, Vincent Bonnecase, Daniel Compagnon, Nadia Fadil, Laurent Fourchard, Thomas Lindemann, Eric Macé, Christian Olsson, Gilles Pinson, Evelyne Ritaine, Valérie Rosoux, Alina Surubaru, Gérôme Truc, Andy Smith et Christophe Wasinski pour leurs mots d'encouragement et leurs commentaires. Je n'oublie pas, même si je ne peux pas toutes les citer, les centaines de personnes qui m'ont écrit un mot sympathique après la publication de ces papiers. Les analyses présentées dans cet essai n'engagent, bien entendu, que moi.

la Seconde Guerre mondiale), de déstabilisation de l'ordre politique (cas des attentats anarchistes sous la Troisième République), d'engrenage de la violence (cas le plus fréquent), etc. En ce sens, l'émotion fait partie de la stratégie terroriste.

Deuxièmement, l'émotion se trouve au cœur de la stratégie de labellisation « terroriste ». En effet, le terme « terrorisme » ne renvoie pas seulement à un mode d'action mais également à un mécanisme d'indexation à des fins de diabolisation. Pendant la Seconde guerre mondiale, par exemple, une lutte discursive a opposé les services de la propagande de Vichy et ceux de la France Libre pour savoir si les auteurs des attentats contre les troupes allemandes étaient des « terroristes » ou des « résistants ». De nos jours, une lutte d'indexation similaire se produit au sujet des attentats-suicides au Moyen-Orient : relèvent-ils d'une logique « terroriste » ou au contraire de « sacrifice » ? Sont-ils le fait de fous sanguinaires ou de « martyrs » ? La même action produira des émotions et des effets politiques très différents en fonction de la réponse apportée à ces questions.

Ceci étant, les attaques terroristes ou/et labellisées comme telles suscitent des réactions très différentes. Les attentats de janvier 2015 présentent par exemple des analogies frappantes avec ceux commis par le groupe Action Directe dans les années 1980. Ce groupe d'extrême gauche utilisa les mêmes méthodes terroristes (s'attaquant de manière violente à des personnes sans défense). Il commit également des assassinats ciblés (contre des symboles du capitalisme et de l'impérialisme occidental). Par ailleurs, une partie du groupe (la branche lyonnaise) évolua vers l'antisémitisme. Si de nombreuses personnes se sont émues de ces événements, elles ne sont cependant pas descendues dans la rue pour exprimer cette émotion ou réclamer une réaction du gouvernement. À l'inverse, les attentats



de janvier 2015 générèrent des réactions considérables : déclaration de guerre, manifestations monstres, visite à Paris de 44 chefs d'Etat et de gouvernement, etc. Comment expliquer ce fait ? Les réactions aux attentats de janvier 2015 sont-elles simplement liées au fait qu'une partie des victimes (Cabu, Charb, G. Wolinski, B. Maris) étaient des personnalités publiques ? Ou faut-il faire l'hypothèse que ces émotions comportent une dimension plus politique ? Si c'est le cas, peut-on déterminer sa couleur ?

### *L'extraordinaire réaction aux attentats de janvier 2015*

Les attentats de janvier 2015 ont provoqué de multiples réactions émotionnelles. Chaque personne qui est descendue dans la rue en réponse à ces attaques avait des raisons personnelles de le faire. Certains étaient attachés personnellement aux victimes. D'autres (plus nombreux certainement) ne les connaissaient pas ou peu mais entendaient néanmoins faire un geste de solidarité. Certains voulaient clamer leur haine de l'islam alors que d'autres entendaient au contraire marteler leur refus du racisme. Certains étaient porteurs d'un message précis alors que d'autres ont seulement « suivi le mouvement ». Il serait probablement intéressant, quoiqu'impossible matériellement, d'étudier chaque cas en particulier. Mais contrairement au psychologue, le chercheur en sciences sociales n'essaie pas de comprendre tel ou tel cas singulier mais de « comprendre et d'expliquer » (en suivant le sociologue Max Weber) des régularités. Que peut-on dire, de ce point de vue, au sujet des réactions émotionnelles aux attentats de janvier 2015 ?

Le premier élément remarquable concerne le volume de ces réactions. Même si l'émotion est un phénomène difficile

à mesurer, on dispose d'un indicateur relativement satisfaisant : le nombre de personnes qui se mobilisent (étymologiquement, émouvoir signifie « mettre en mouvement »)[18]. Or sur ce point, les réactions aux attentats de janvier 2015 n'ont pas d'équivalent dans l'histoire française récente[19]. À titre d'exemple, l'attentat terroriste le plus meurtrier réalisé en France - l'attentat à la bombe commis par l'OAS contre le train Strasbourg-Paris (23 morts le 18 juin 1961) - n'a pas provoqué de réaction populaire notable. Plus près de nous, l'attentat de la rue Copernic du 3 octobre 1980 (4 morts) - le premier attentat antisémite en France de l'après-guerre - engendra une manifestation d'environ 200 000 personnes.

En janvier 2015, en revanche, des manifestants ont commencé à se retrouver par milliers dans les centres-villes dès l'annonce de l'attaque contre la rédaction de *Charlie Hebdo*. Les manifestations spontanées ont continué au cours des jours suivants. Tous les partis politiques (à l'exception du NPA et du Parti des Indigènes de la République), tous les syndicats et des centaines d'associations joignirent leurs voix à celle du gouvernement pour appeler à une manifestation synonyme d'union sacrée le 11 janvier. Environ 4 millions de personnes ont répondu à cet appel. Au lendemain des attaques, *Charlie Hebdo* a publié un premier numéro « post-attentat » à 7 millions d'exemplaires (contre 60 000 d'habitude). Ce tirage exceptionnel fut épuisé en quelques heures.

18 Collins, R., 2004. Rituals of Solidarity and Security in the Wake of Terrorist Attack. Sociological Theory, 22-1, 53–87.

19 L'assassinat du président Sadi Carnot suscita, en son temps, une émotion publique considérable. Ce point peut être mis en relation avec une des explications mises en avant dans ce livre, à savoir l'idée selon laquelle les réactions émotionnelles de grande ampleur prennent racine dans le sentiment de blessure du « corps politique ».



Si l'on regarde les choses de plus près, on observe que ces attentats ont donné lieu à deux types d'émotions. Premièrement, les attentats ont généré des émotions négatives telles que la peur, la haine, ou encore le désir de vengeance. Ces émotions s'articulaient généralement à une vision du monde qui ne s'embarrasse pas de distinction entre islam, islamisme et terrorisme. Ce premier type de réactions a donné lieu à des scènes spectaculaires comme ce Coran déchiré symboliquement sur la place de la République le 7 janvier. Cette vision s'est également matérialisée dans la hausse des actes islamophobes. Dans la semaine qui a suivi les attentats, le ministère de l'intérieur a recensé 21 agressions islamophobes contre des personnes. Enfin, une parole ouvertement islamophobe s'est libérée dans l'espace public, comme celle qui a vu le journaliste du *Point* P. Tesson refuser explicitement la distinction entre « musulmans » et « terroristes » et désigner « les musulmans » comme les responsables de ces attaques. P. Tesson n'a pas été sanctionné pour ces propos. Il a au contraire reçu le soutien de la direction du journal.

La deuxième réaction invitait au contraire à ne pas faire d'amalgame entre islam et terrorisme et à ne jeter la vindicte que sur ce dernier. Cette deuxième approche, dominante dans les discours officiels, les éditoriaux de la presse dominante et les manifestations, est plus nuancée que la première dans la mesure où elle dénonce la grossièreté de l'opération consistant à assimiler un milliards d'individus aux actes d'une poignée. Elle se présente par ailleurs comme « humaniste » au sens où elle condamne les idéologies haineuses et invite à se recueillir, pacifiquement, en solidarité avec les victimes des attentats. Ce discours s'adosse à des émotions « positives » : compassion et sympathie avec les victimes, attachement affectif à des « grandeurs » positives (la liberté de la presse, la démocratie libérale, la république, etc.), indignation morale

par rapport à la violence, etc. Comme après le 11 Septembre américain, cette réaction se matérialisa dans des attitudes de commémoration autour de chandelles et de lettres de sympathie adressées aux victimes des attentats.

D'un point de vue plus formel, ces émotions ont connu un mode d'expression très individuel. Par exemple, la Femen qui s'est filmée en train de brûler un Coran a adressé un message personnel aux Musulmans. Par ailleurs, comme le remarque Gérôme Truc, le « *Je* suis Charlie » a dominé le « *Nous* sommes Charlie »[20]. Cet auteur avait déjà observé ce point à propos des réactions émotionnelles aux attentats du 11 Septembre 2001 aux États-Unis et aux attentats du 11 mars 2004 à Madrid. En ce sens, ces émotions/mobilisations sont très modernes. Elles font signe d'une solidarité « organique » au sens de Durkheim. Elles sont vécues sur le mode individuel quand bien même elles désignent des « autres » qu'on ne connait pas[21].

Enfin, il convient de remarquer que ces émotions ont pris un caractère public. Contrairement à ce qui avait été le cas après les attaques de Mohammed Mehra en mars 2012 (où l'émotion était restée circonscrite à la sphère privée), de nombreuses personnes ont choisi, cette fois, de descendre dans la rue. Les partis politiques, les syndicats et de nombreuses associations ont également donné une parole publique à cette émotion en appelant à venir manifester le 11 janvier. Enfin, le président de la république et le Premier ministre ont traduit – et peut-être trahi ? – ces émotions dans une parole

20 http://www.metropolitiques.eu/Je-tu-il-nous-sommes-Charlie-ce.html

21 Truc Gérôme, « Le cosmopolitisme sous le coup de l'émotion. Une lecture sociologique des messages de solidarité en réaction aux attentats du 11 mars 2004 à Madrid », Hermès, 2006, 46, p. 189-199.



officielle. Ils ont ensuite pris des décisions concrètes pour matérialiser cette parole comme nous le verrons plus loin.

Toutes ces régularités nous rappellent que les émotions sont tout sauf des réactions spontanées. En effet, la sociologie des émotions nous enseigne que ces sentiments qui nous semblent si personnels, si intimes, si « psychologiques » sont en réalité médiatisés par des cadres interprétatifs qui les génèrent, les régulent et leur donnent un sens. Comme le remarque Judith Butler, nous ne sommes pas toujours conscients de l'existence de ces structures de sens, notamment quand les émotions surgissent suite à un événement. Dans ce cas, écrit Butler, « la réponse affective semble être première, antérieure au travail de compréhension et d'interprétation et ne pas appeler d'explication. Nous sommes contre les interprétations pendant ces moments au cours desquels nous réagissons avec indignation et horreur à la vue de la violence »[22]. On peut toutefois toucher du doigt ces discours en observant que les émotions sont toujours sélectives et que cette sensibilité différenciée dépend des contextes historiques, culturels ou sociaux.

### *Des émotions médiatisées par des cadres interprétatifs*

Pour le sociologue, les réactions extraordinaires aux attentats de janvier 2015 constituent, en soi, un événement. En effet, cette réaction n'a pas pour origine le volume de la violence déployée. Nous avons souligné ce point dans la première partie du livre : la France et l'Europe furent le théâtre d'actions terroristes plus meurtrières

22 Butler, 2010. *"Frames of War. When is Life Grievable?"*. London, Brooklyn: Verso : 49

que celle-ci (bombardements de civils pendant la Seconde guerre mondiale, attentats commis par l'extrême gauche dans les années 1970, terrorisme basque, assassinats perpétrés par A. Breivik, etc). Ces actes n'ont pourtant pas provoqué de telles réactions.

Par ailleurs, ces réactions n'ont pas seulement pour origine le fait que les attentats heurtaient des principes fondamentaux (la liberté d'expression, le droit des juifs à ne pas mourir parce qu'ils sont juifs, l'interdiction de s'attaquer aux forces de l'ordre, etc.). En France, le sexisme moderne fait par exemple beaucoup plus de morts que la violence terroriste (environ 150 victimes chaque année). Les féministes ont cependant le plus grand mal à attirer l'attention de l'opinion publique sur le fait que cette violence heurte un principe fondamental de notre république. Dès lors, comment peut-on expliquer la sensibilité extrême de la société française par rapport aux attentats de janvier 2015 ?

On peut tout d'abord mentionner quelques éléments d'explication qu'on pourrait qualifier de « non politiques ». Pour commencer, une partie des victimes était composée de personnages publics. Une génération a grandi avec les dessins de Cabu, Charb et G. Wolinski. Pour ces lecteurs ou anciens lecteurs de *Charlie Hebdo*, l'émotion était très personnelle. Les victimes des attentats n'étaient pas des étrangers mais des « amis » ou des « proches ». Les lecteurs ou anciens lecteurs de *Charlie Hebdo* ont d'ailleurs mis en avant cette dimension dans leurs réactions[23].

23 Voir par exemple le beau texte d'hommage de P. Corcuff : http://blogs.mediapart.fr/blog/philippe-corcuff/080115/mon-ami-charb-les-salauds-les-cons-l-emotion-ordinaire-et-la-tendresse



Il importe cependant de remarquer que cette grille de lecture qui met l'accent sur l'identité des victimes ne peut pas être poussée trop loin. En effet, il n'est pas nécessaire d'être très fort en mathématiques pour remarquer que le nombre de personnes qui se sont senties affectées par ces attentats a dépassé celui des lecteurs (60 000) ou anciens lecteurs de *Charlie Hebdo*. Il convient donc d'aller plus loin et de s'interroger sur les causes, plus profondes, de cette indignation collective.

Les travaux de l'anthropologue Talal Asad fournissent une première piste d'interprétation. Dans son ouvrage *On Suicide Bombing* (Sur les attentats suicides), cet auteur se demande pourquoi certaines violences terroristes suscitent des réactions d'horreur alors que d'autres ne nous interpellent pas. Il observe, plus précisément, que deux types d'actions terroristes se situent, de ce point de vue, aux antipodes : les attentats « suicides » - qui font relativement peu de victimes mais suscitent une émotion considérable - et le terrorisme d'Etat qui fait, au contraire, beaucoup de morts sans susciter de véritable indignation. Partant de ce constat, Asad pose la question suivante : « pourquoi les occidentaux réagissent-ils avec de tels sentiments d'horreur aux représentations verbales et visuelles des attentats-suicides? On ne compte pas les actes de cruauté inimaginables perpétrés en secret ou ouvertement par des dictatures et des démocraties dans le monde actuel (...). Qu'est-ce qui conduit les moralistes libéraux à réagir avec horreur aux seuls attentats-suicides? »[24].

D'après Asad, la réponse à cette question dépasse la problématique de la monopolisation, par l'État, de la violence légitime. D'après lui, les attentats-suicides provoquent des

24 Asad, 2007. *On Suicide Bombing* New York: Colombia University Press : 65

émotions d'horreur car ils heurtent un principe de justice central de la modernité libérale : la possibilité de punir l'auteur de la faute. En faisant exploser eux-mêmes leur propre corps, les auteurs d'attentats-suicides condensent dans un même acte deux éléments que la modernité s'est acharnée à séparer, à savoir la faute et le châtiment : « La mort engendrée par les opérations suicides rend impossible la séparation entre le crime et la punition (...). Cette séparation étant essentielle au fonctionnement du droit moderne, à l'identité libérale et à l'exercice des libertés, la mort engendrée par les attentats-suicides est particulièrement intolérable »[25].

Ce cadre théorique apporte un premier éclairage sur les réactions émotionnelles et politiques aux attentats de Paris. En effet, même s'ils ne se sont pas fait exploser avec une ceinture d'explosifs, les auteurs des attentats de janvier 2015 ont eu un comportement suicidaire. Peut-être savaient-ils qu'on ne leur laisserait pas le loisir de se rendre ? Toujours est-il qu'ils n'ont pas cherché à échapper à la police. Ils se sont enfermés dans une démarche jusqu'au-boutiste dont le dénouement ne pouvait être que leur propre mort.

Le contraste avec le comportement de Breivik – l'auteur de la tuerie de juillet 2011 en Norvège – est de ce point de vue saisissant. Breivik s'est rendu à la police. Il a ensuite été jugé et reconnu pénalement responsable de ses actes (le meurtre de 77 personnes, pour la plupart des enfants ou des adolescents). De fait, la société norvégienne est restée mesurée dans sa réaction. Si le nombre de personnes qui sont descendues dans la rue était relativement important (200 000 personnes à Oslo), le gouvernement attendit un an avant de durcir (modérément) son arsenal juridique anti-terroriste.

25 Asad, 2007. *On Suicide Bombing*. op cit. : 91



Par ailleurs, la Norvège n'a pas renoncé à sa neutralité. Elle n'a pas déclaré la « guerre » au terrorisme. On pourrait faire la même remarque à propos du terrorisme d'extrême gauche en France. Que ce soit en raison du comportement de leurs auteurs ou de celui des forces de l'ordre, la plupart de ces attentats commis par l'extrême gauche ont rendu possible la réparation symbolique de l'acte au travers d'une décision de justice.

La thèse de T. Asad présente donc quelques arguments empiriques. Elle suggère que la sensibilité par rapport à la violence a quelque chose à voir avec la représentation dominante – qu'il appelle « libérale » – de la justice. Nous reviendrons sur ce point un peu plus loin.

Il importe cependant de remarquer que cette explication souffre de nombreuses exceptions. En Espagne, divers attentats « non-suicides » ont suscité des émotions considérables. On peut citer à ce propos les attentats aveugles de l'ETA dans les années 1990 ou encore les attentats de mars 2004 à Madrid. Plus près de nous, les attaques de M. Mehra de mars 2012 se sont aussi terminées par l'élimination du « terroriste ». Elles n'ont cependant pas débouché sur le tsunami émotionnel qui a traversé la France en janvier 2015. Il convient donc d'aller plus loin dans l'analyse.

Deuxièmement, on peut se demander si l'ampleur des réactions émotionnelles aux attentats de janvier 2015 ne découle pas de la présentation, par la presse et le gouvernement, de l'événement. En effet, on peut observer un décalage entre le cadrage dominant des attentats de janvier 2015 et celui d'autres actions terroristes. Les auteurs des attentats de janvier 2015 n'ont pas été présentés comme des personnes utilisant des méthodes terroristes mais comme des « terroristes » au sens de « personnes-terroristes ».

Ce glissement de l'adjectif au substantif ne se retrouve pas dans la présentation dominante du terrorisme d'État. Lors de la guerre en Irak de 2003, les États-Unis ont par exemple mis en œuvre une tactique consistant à « harceler » les populations civiles à coups de tirs d'artillerie dans le but de les « intimider ». Les spécialistes n'hésitent pas parler, à ce propos, de méthode « terroriste ». L'auteur de cette doctrine – le colonel John Nagl - n'est cependant pas présenté lui-même, sauf à des fins polémiques, comme un « terroriste » (au sens de « personne-terroriste »). On pourrait en dire autant de W. Churchill (qui ordonna de nombreux bombardements de civils pendant la Seconde guerre mondiale) ou encore du général Israélien Gadi Eizenkot, le théoricien de la doctrine dite « Dahiya » (du nom du quartier de Beyrouth où elle fut mise en œuvre pour la première fois), doctrine selon laquelle il peut être stratégiquement opportun, dans le cadre des guerres anti-insurrectionnelles, de faire un usage « disproportionné »[26] de la violence contre les civils.

Enfin, remarquons que l'étiquette « terroriste » n'est pas non plus accolée de manière systématique aux groupes non étatiques qui commettent des attentats terroristes. Les leaders du groupe français Action Directe ont par exemple été libérés ces dernières années. La presse française n'a pas titré sur la libération des « terroristes » mais sur celle de personnes qui ont commis des actions terroristes il y a trente ans, ont purgé leur peine, et aspirent maintenant à se réintégrer.

Ce mécanisme discursif consistant à catégoriser ou non certaines personnes comme « terroristes » (au sens de « personnes-terroristes ») joue un rôle central dans la construction

26 Amos Harel (5 Oct 2008). "ANALYSIS / IDF plans to use disproportionate force in next war". Haaretz. Retrieved 3 October 2014.



sociale de la sensibilité par rapport à cette violence[27]. Ce mécanisme permet d'opérer une distinction entre deux types de violences terroristes : ce qu'on pourrait appeler le terrorisme « stratégique » - dont les fins se situeraient « en dehors de la violence » (comme le terrorisme étatique ou d'extrême gauche par exemple) - et le terrorisme « fanatique » dont la violence serait l'horizon indépassable (le terrorisme religieux typiquement). Dans le cadre « libéral » (Asad) ou « moderne » (Butler), le premier type d'action est acceptable alors que le second ne l'est pas.

Il importe cependant de remarquer que le regard moderne ou libéral sur ces deux types de terrorismes ne repose pas sur des éléments très objectifs. En effet, la question de savoir si l'objectif final de l'action se situe dans l'action elle-même ou en dehors est peut-être très importante pour les moralistes modernes ou libéraux. Cependant, il n'est pas certain que cette question intéresse beaucoup les habitants de Dresde en 1945, les civils irakiens qui se sont retrouvés sous le feu de l'artillerie américaine en 2003 ou encore les victimes civiles libanaises (2006) ou palestiniennes (2008-2009) de la doctrine israélienne « Dahiya ».

De plus, Eyal Weizman a montré que la violence moderne n'est pas beaucoup freinée par son propre discours. Cette distinction « fin/moyens » débouche souvent sur ce qu'il appelle « le principe du moindre mal ». Ce principe affirme qu'une personne confrontée à deux mauvaises options doit choisir la moins mauvaise, y compris quand celle-ci implique d'avoir

27 Pour Isabelle Sommier, ce mécanisme rendrait même impossible un usage analytique de la notion. Voir : Sommier, 2002. "Du « terrorisme » comme violence totale ?". *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 174, 525-533

recours à la violence[28]. Weizman observe que ce raisonnement joue un rôle central dans la justification de la violence moderne. Il donne comme exemple le cas de la torture pendant la guerre d'Algérie (qui visait à soutirer des informations afin de prévenir de nouveaux attentats), des assassinats ciblés de la guerre américaine contre le terrorisme (qui poursuivent officiellement le même objectif), des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagazaki (qui devaient permettre de mettre un terme plus rapidement à la guerre), etc. On pourrait ajouter à cette liste le terrorisme régionaliste et le terrorisme d'extrême gauche, dont les fins (la souveraineté, l'abolition du capitalisme...) sont réputées se situées en dehors de l'action elle-même[29].

Weizman note qu'il existe certainement des situations où ce principe du moindre mal se justifie. Dans bien des cas, le raisonnement s'adosse cependant à une perception fausse de la réalité. Par exemple, l'idée selon laquelle la torture serait un bon moyen pour obtenir des renseignements (et sauver des vies) est très discutée. De plus, la justification de la violence n'a pas de limite quand l'estimation du « plus grand mal » est un produit de l'imagination. Comme le remarque Weizman, « face à une bombe A humanitaire, on peut légitimement se demander ce qui peut bien être considéré comme un mal plus grand »[30].

Enfin, l'idée selon laquelle le terrorisme étatique ou moderne poursuivrait des fins non-violentes est très discutable.

28 Weizman, 2012. *The Least of all Possible Evils: Humanitarian Violence for Arendt to Gaza* London: Verso : 3

29 Sur cette distinction moderne entre l'action dont la violence serait dirigée vers des fins plus grande et la violence dont la violence serait le seul horizon, voir : Arendt, H., 1995. Qu'est-ce-que la politique ? Paris: Seuil : 183.

30 Weizman, 2012. *The Least of all Possible Evils: Humanitarian Violence for Arendt to Gaza*. op cit. : 3



Pour reprendre un exemple cité dans la première partie de l'ouvrage, les objectifs stratégiques du bombardement de Dresde des 13-15 février 1945 apparaissent bien flous. Ne s'agissait-il pas plutôt de venger le bombardement de Coventry ? À l'inverse, on pourrait se demander si les auteurs des attentats de janvier ne poursuivaient pas eux-mêmes des objectifs politiques (engendrer un choc des civilisations, contester la conception française de la liberté d'expression, blesser un pays allié d'Israël, etc.). Dès lors, la question pertinente n'est pas : « existe-t-il des pratiques terroristes plus instrumentales que d'autres ? » mais « pourquoi certaines personnes sont-elles présentées comme essentiellement terroristes alors que d'autres sont réputées n'utiliser que des méthodes terroristes ? ».

Cette question nous amène à la troisième explication, à savoir le rapport de la modernité occidentale avec l'Islam. On peut facilement relever que les émotions négatives présentées plus haut (haine, peur, désir de vengeance) prennent racine dans un discours raciste anti-musulman. Ce racisme s'adosse aux stéréotypes et aux préjugés issus de l'époque coloniale qui attribuent à l'Islam, parmi d'autres défauts et qualités essentielles, un rapport étroit avec la violence. Comme le remarque E. Saïd, ce discours a pris une forme « haute » dans la peinture et la littérature dite « orientaliste »[31]. On le retrouve cependant aussi dans une multitude de discours sociaux plus grossiers. Cet imaginaire s'articule généralement à une vision du monde genrée et hétéronormative (fondée sur la dichotomie masculin/féminin). Il oppose une figure féminine – la femme musulmane désubjectivée, réduite à sa dimension corporelle (d'objet de désir) et victime du sexisme

31 Said, 1979. *Orientalism* New York: Vinage Book

de ses coreligionnaires – à une figure masculine : l'homme musulman violent, irrationnel et sexiste. En pratique, cette représentation du monde musulman est une représentation miroir de l'Occident (ou plutôt de ce que l'Occident prétend être). Le monde musulman est ainsi présenté comme an-historique, pétri de traditions ancestrales et sexistes car l'Occident veut se voir en mouvement, moderne et post-patriarcal.

Contrairement à d'autres discours racistes, ce discours orientaliste n'a jamais fait l'objet d'une politique publique de déconstruction. On le retrouve encore dans les discours officiels comme le célèbre discours de Dakar où N. Sarkozy invita l'Afrique à « entrer dans l'Histoire » ou le discours des médias dominants sur les « femmes voilées » et les « barbus » qui les maltraitent (un thème central de cet imaginaire). Le poids de ce discours explique pourquoi les médias se sont focalisés, en janvier 2015, sur les caractéristiques « orientales » des auteurs de ces attaques : leur rapport à l'Islam, leur sexisme présumé, leur couleur de peau (un point central dans le traitement de l'information par les chaines d'information continue), etc[32].

Peut-on extrapoler cette hypothèse et affirmer que le versant « positif » du mouvement du 11 janvier – l'expression de ces sentiments de compassion avec les victimes – prend aussi racine dans un rapport problématique à l'islam ? On est d'abord tenté de répondre négativement à cette question. En effet, nous avons relevé que de nombreuses personnes sont descendues dans les rues parce qu'elles avaient le sentiment d'avoir perdu un proche. De plus, les émotions positives sus-

32 On remarquera, à ce propos, que les médias ont hésité, après les attentats de mars 2012, sur la qualification « islamique » de Mohammed Mehra. La plupart des médias ont dans un premier temps mis en avant ce cadrage. Ce dernier s'est cependant heurté à la personnalité de l'auteur des attaques (fumeur de cigarette, amateur de sorties en discothèques, etc.).



mentionnées ont pris sens dans un discours humaniste qui se veut universel. La plupart des personnes qui ont manifesté le 11 janvier ont souligné cette dimension humaniste et universaliste. Pour A. Wieviorka par exemple, « Si demain (...) il y avait un attentat du même genre que celui de la rue Copernic mais visant les musulmans parce qu'ils sont musulmans (...) je serais dans la rue ; nous serions tous dans la rue »[33]. Pourtant, un musulman a bien été assassiné le 15 janvier par un individu qui lui aurait crié, après lui avoir asséné 17 coups de couteau, « C'est moi ton Dieu, c'est moi l'islam ! ». Sa mort est passée complètement inaperçue et personne n'est descendu dans la rue pour signifier son indignation[34].

Pour comprendre ce point, il convient de revenir aux travaux de J. Butler. Cette dernière appelle « cadres interprétatifs » (frames) les discours qui médiatisent les réactions émotionnelles à la violence. Elle remarque que le propre d'un cadre, qu'il soit photographique ou non, réside dans le fait qu'il sélectionne une partie de la réalité pour la mettre en lumière : « Le cadre n'englobe jamais toute la réalité. Il maintient toujours des éléments au dehors. Il dé-réalise, délégitime et écarte toujours des versions alternatives de la réalité, les négatifs de la version officielle »[35]. Or le cadre « humaniste » (avec les guillemets[36]) qui a présidé au mouvement du 11 janvier ne déroge pas à cette règle.

33 « Antisémitisme. Entretien avec A. Wieviorka », in : Politis, n° 1341, 19-25 février 2015, p 11.

34 Les rares journaux qui ont relayé l'événement ont signalé que l'auteur, qui a été interné en hôpital psychiatrique pour schizophrénie, n'était pas responsable de ses actes.

35 Butler, 2010. *Frames of War. When is Life Grievable?* op cit. : xi

36 Nous mettons des guillemets pour distinguer ce cadre de ce qui pourrait être un « discours humaniste authentique ». Voir à ce propos la conclusion de cet ouvrage.

D'un côté, ce cadre « humaniste » est effectivement plus universaliste que les discours qui explicitent leurs propres contours (les discours explicitement racistes ou communautaristes par exemple). En d'autres termes, le cadre « humaniste » se projette au-delà des frontières ethniques ou nationales. Il est porteur de générosité compassionnelle pour certains « autres lointains »[37]. Il est plus humaniste (sans les guillemets) que bien d'autres discours[38].

Sous sa forme dominante, ce discours est cependant coloré par certains principes qui le dévient, en pratique, de son ambition universelle. Il est porteur d'une représentation de la « bonne humanité » ou de la « bonne vie » à laquelle il accole généralement les adjectifs suivants : civilisée, moderne, libérale, sécularisée, etc. J. Butler observe que « tous ces éléments se conjuguent quand l'islam est perçu comme barbare et prémoderne, comme ne s'étant pas encore conformé aux normes qui rendent l'humain reconnaissable »[39]. Plus précisément, la définition normative de la « bonne humanité » ou de la « bonne vie » embarquée par ce discours fabrique une compassion sélective dont on peut schématiquement dessiner quelques contours.

Premièrement, ce discours fabrique de la sympathie pour certains « autres lointains », ceux que le discours perçoit comme civilisés, modernes, libéraux ou sécularisés. Comme le remarque G. Spivak, ces autres lointains sympathiques sont souvent des « femmes de couleur victimes des hommes de couleur » : les femmes afghanes victimes des Talibans en

37 Boltanski, 1993, *La souffrance à distance, morale humanitaire, médias et politique*, Paris : Métailié

38 Nussbaum, M., 2003. Compassion & Terror. Daedalus, 132-1, 10-26.

39 Butler, 2010. *Frames of War. When is Life Grievable?* op cit. : 42



2001, les femmes violées de la révolution libyenne en 2011, les femmes maliennes victimes de « l'enfer du djihad » en 2013, etc. On retrouve ici par la bande le discours orientaliste évoqué plus haut. Ce point est important car il permet de relever que le cadre « humaniste » ne rejette pas les musulmans dans leur ensemble. Il éprouve au contraire de la sympathie pour l'islam dit « des Lumières », l'islam libéral, l'islam moderne, l'islam sécularisé, etc.[40].

Deuxièmement, ce discours maintient hors du cadre les personnes qui ne correspondent pas à sa définition implicite de la bonne humanité ou de la bonne vie, y compris quand ils sont membres de la communauté nationale. Dans un communiqué récent, le Parti des Indigènes de la République a par exemple fait remarquer que de nombreux « indigènes » sont victimes de violence policières sans que cela n'émeuve grand monde : « Tous les ans, nos frères et pères tombent brutalement sous les balles de la police française, sans que Marianne ne s'en émeuve. Ali Ziri, Lamine Dieng, Amine Bentounsi, Wissam El Yamni, Lahoucine Aït Omghar, Hakim Ajmi, Zied Benna, Bouna Traore, Mahamadou Marega, etc, etc la liste est bien longue, et les noms inconnus »[41].

40 C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les personnes qui s'inscrivent dans ce cadre réagissent si fermement quand on leur fait remarquer que leur vision du monde - la distinction moderne / non moderne (ou civilisé / barbare) - est raciste. Ils rejettent la notion de « racisme culturel ». De leur point de vue, le racisme ne peut être que biologique. N'ayant rien contre les personnes de couleur, ils ne perçoivent pas leur discours comme raciste. Sur l'incapacité du discours « humaniste », « libéral » ou « moderne » à comprendre la notion de « racisme culturel », voir : Hobson, J.M., 2007. Is critical theory always for the white West and for Western imperialism? Beyond Westphilian towards a post-racist critical IR. Critical International Relations Theory after 25 Years. Cambridge: Cambridge University Press, 91-116.

41 http://indigenes-republique.fr/charlie-vu-par-les-arabes-et-les-noirs-des-quartiers/

D'une manière plus générale, le cadre « humaniste » entretient un rapport ambivalent avec les dispositifs et discours qui contribuent à l'exclusion sociale des musulmans. Prenons l'exemple de l'interdiction du voile à l'école[42]. D'un côté, le cadre « humaniste » autorise une critique des effets latents de la loi de 2004 : l'impossibilité, pour les jeunes femmes qui entendent porter le voile, d'aller à l'école publique et donc de bénéficier de l'ascenseur social « républicain ». D'un autre côté, le cadre « humaniste » (dans son interprétation dominante) est incapable de porter la critique sur le dispositif lui-même (l'interdiction). Pour de nombreuses personnes qui s'inscrivent dans ce cadre, le voile reste perçu comme un symbole qui n'entre pas dans le cadre de la « bonne vie » (libérale, moderne, sécularisée, etc.). Beaucoup ne perçoivent pas, par exemple, qu'il existe une contradiction « épistémique »[43] dans le fait d'expliquer aux femmes comment elles doivent se libérer.

Il arrive cependant que le cadre se fissure ou qu'il s'épuise à construire des zones d'invisibilité. Dans le cas qui nous intéresse, un phénomène de ce type est advenu au lendemain de la publication du premier numéro « post-attentat » de *Charlie Hebdo*. La une de *Charlie Hebdo* représentait le prophète Mahomet avec cette inscription : « Tout est pardonné ». L'immense majorité des éditorialistes français saluèrent le geste. L'opinion dominante était que *Charlie Hebdo* sortait

42 La question du voile a ressurgi après les attentats de janvier 2015 avec la proposition, formulée par la Secrétaire d'Etat au droit des femmes, d'étendre l'interdiction du voile à l'université. Comme le remarque E. Fassin, la résurgence de cette question est absurde – « les frères Kouachi et Amedy Coulibaly ne sont pas des femmes voilées » – mais très révélateur. Voir : http://blogs.mediapart.fr/blog/eric-fassin

43 Ayotte and Husain, 2005. "Securing Afghan Women: Neocolonialism, Epistemic Violence, and the Rhetoric of the Veil". *NWSA Journal*, 17, 112-133



« par le haut » de cette crise : s'il brisait une nouvelle fois le tabou musulman de la non-représentation du Prophète, *Charlie Hebdo* répondait par un message humaniste – « tout est pardonné » - à un acte de qui ne l'était pas. Pourtant, cette une fut très mal perçue par de nombreuses personnes qui ne se sentaient pas en résonance avec le cadrage dominant. La BBC et Sky News – les deux principales chaines d'information britanniques - refusèrent de la publier. Par ailleurs, des milliers de musulmans descendirent dans les rues au Niger, en Tchétchénie, au Pakistan et ailleurs pour crier leur indignation. Au Niger, 10 personnes trouvèrent la mort dans les heurts qui suivirent ces manifestations. Le « Je suis Charlie » se trouvait face à une réalité matérielle tragique : les réactions à la une « humaniste » de *Charlie Hebdo* venaient de faire autant de morts (10) que les attentats contre la rédaction du journal (11).

À partir de ce moment-là, la société française se trouva face à deux interprétations possibles. La première consistait à appréhender cet événement à partir des lentilles du cadrage « humaniste » dominant. Selon cette vision du monde, les morts du Niger signifiaient que « l'humanité » possède, décidément, de sérieux ennemis. Non seulement ils assassinent en France. Mais en plus, ils ne veulent pas entendre le message humaniste qui leur est envoyé : « tout est pardonné ». Ce référentiel explique les déclarations sur le thème de l'opposition civilisation/barbarie. Il a également donné lieu à des décisions politiques très concrètes : augmentation du budget de la Défense nationale, intensification des frappes contre Daech, etc.

La deuxième alternative consistait à réfléchir sur les frontières du cadre en se demandant pourquoi certaines morts nous émeuvent plus que d'autres et pourquoi des personnes ne perçoivent pas comme « humanistes » les messages ou

dessins que nous leur adressons. Le moins qu'on puisse dire est que cette deuxième option, réflexive, n'a pas tenu le haut du pavé. Quelques journalistes ont relevé que 37 personnes étaient mortes au Yemen le jour de l'attentat contre *Charlie Hebdo* sans que cela suscite la moindre émotion en France. Quelques voix ont par ailleurs essayé de lancer un débat sur la possibilité de conjuguer liberté d'expression et respect du sacré, comme c'est le cas au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis. Cependant, ces remarques furent rapidement ravalées par le cadrage dominant évoqué plus haut.

Cette dynamique nous enseigne que les cadres qui médiatisent nos réactions émotionnelles sont extrêmement puissants. Comme le remarque J. Butler, cette force se manifeste dans la capacité du discours à maquiller ses contradictions. Par exemple, le discours « humaniste », « libéral » ou « moderne » voue une sorte de culte à la vie humaine individuelle et au nombre. Pourtant, force est de constater qu'il est des circonstances où « les nombres sont remarquablement sans pouvoir »[44]. Le cas de la guerre menée « pour l'humanité », pour la « liberté », pour la « modernité » et contre le « terrorisme » est de ce point de vue édifiant. Selon l'universitaire Marc Herold, plus de 4 000 civils afghans seraient morts pendant les trois premiers mois de l'intervention américaine et occidentale en Afghanistan[45]. L'ONG Iraq Body Count est parvenue au même ordre de grandeur en ce qui concerne les victimes civiles irakiennes au début de l'intervention[46]. Les critiques de la guerre occidentale contre le terrorisme ont repris ces chiffres pour faire remarquer que ces guerres

44 Butler, 2010. *Frames of War. When is Life Grievable?* op cit. : xxi

45 http://www.theguardian.com/world/2002/aug/08/afghanistan.comment

46 https://www.iraqbodycount.org/database/



ont fait plus de victimes civiles - avant même qu'elles ne dégénèrent en guerres civiles intra-afghanes ou intra-irakienne -, que les événements qui les ont motivées (les attentats du 11 Septembre). Ils n'ont pas été entendus. Comme le remarque J. Butler, ceci révèle « que certains schémas implicites de conceptualisation opèrent de manière assez puissante pour orchestrer ce qu'on admet comme réalité; ils fonctionnent comme des formes ritualisées de désaveu tellement puissantes que le poids positiviste des nombres n'a aucune chance contre eux »[47].

### *Une émotion constructive malgré tout ?*

Nous avons vu dans les pages qui précèdent que des cadres de perception très sélectifs ont façonné les réactions dominantes aux attentats de janvier 2015. En soi, ce phénomène n'est pas très surprenant. Toutes les communautés politiques se fondent sur des mythes et des discours implicites qui construisent une sensibilité particulière par rapport à l'injustice et la violence. Certaines indignations sélectives produisent d'ailleurs des effets politiques positifs. Pour ne citer qu'un exemple célèbre, la mobilisation autour de Dreyfus fut portée par un sentiment de compassion très sélectif (pourquoi lui et pas une autre victime du racisme ou de la raison d'État ?). Or nul ne penserait à contester le caractère politiquement constructif de ce mouvement[48]. Cet exemple illustre l'idée que le problème (s'il existe) ne réside

47 Butler, 2010. *Frames of War. When is Life Grievable?* op cit. : xxi

48 En son temps, la mobilisation en faveur de Dreyfus a non seulement contribué à réparer l'injustice faite à un homme. Elle a aussi permis la consolidation de l'esprit démocratique à une époque, qui n'est pas sans résonance avec la nôtre, où une minorité religieuse n'était pas perçue comme membre à part entière de la communauté nationale.

pas dans le caractère sélectif des politiques de la mémoire ou de l'émotion – la mémoire et l'émotion sont par définition sélectives - mais dans le choix des événements commémorés et le sens qu'on leur donne. La question n'est donc pas de savoir si une société politique sécularisée peut rendre hommage à certains morts et pas à d'autres. La question est plutôt : le symbole est-il le bon ? En d'autres termes, la société française a-t-elle eu raison de panthéoniser Charlie ?

Sur le plan de la politique intérieure, le moins qu'on puisse dire est que le symbole brandi lors des manifestations était porteur d'ambiguïtés. Un certain nombre de personnes ont essayé de faire de la réaction populaire aux attentats une réaffirmation symbolique du principe de la liberté d'expression. Qu'on partage ou non la conception de la liberté d'expression défendue par *Charlie Hebdo*, il est clair qu'on ne peut tolérer que des personnes meurent pour des idées ou des dessins. Par conséquent, ce projet semblait a priori intéressant.

Malheureusement, cette ambition s'est rapidement heurtée à quelques faits dissonants. Pour commencer, il était pour le moins curieux d'inaugurer la nouvelle ère de la liberté d'expression en conviant à la manifestation du 11 janvier des chefs d'Etat et de gouvernement qui ne sont pas réputés pour être des champions en la matière. Des survivants de la tuerie du 7 janvier ont même trouvé « indécente » la présence dans le cortège officiel de représentants de l'Arabie Saoudite au moment où le bloggeur saoudien Raïf Badawi, condamné à 1000 coups de fouets dans son pays pour avoir demandé publiquement la libéralisation du régime, recevait ses 50 premiers coups.

Plus fondamentalement, le projet d'affirmation symbolique du principe de la liberté d'expression s'est trouvé invalidé par le geste gouvernemental qui a consisté, au contraire, à



restreindre cette liberté en durcissant de manière absurde l'application de la loi condamnant « l'apologie de terrorisme ». Un enfant de 6 ans s'est retrouvé au commissariat après avoir déclaré « être d'accord avec les terroristes ». Un handicapé mental fut condamné à 6 mois de prison ferme pour les mêmes raisons. Le volume des condamnations abusives a conduit Amnesty International à interpeler le gouvernement français au sujet de cette dérive. L'espoir selon lequel la manifestation du 11 janvier pourrait servir à réaffirmer ce principe démocratique fondamental s'est donc rapidement dissipé.

Pour certains, le mouvement « Je suis Charlie » et la manifestation du 11 janvier furent l'occasion de rappeler que la société française refuse l'antisémitisme et, plus généralement, le racisme. Sur le premier point (la condamnation de l'antisémitisme), les réactions populaires et gouvernementales aux attentats eurent probablement des effets positifs. La société française et le gouvernement étaient passés à côté des occasions précédentes (attentat de la rue Copernic et de la rue des Rosiers notamment). Même si ce mot d'ordre n'était pas central dans les manifestations, il était réconfortant de voir des centaines de milliers de Français condamner l'antisémitisme. De même, il était rassurant d'entendre le Premier ministre ne pas faire de distinction, comme un de ses prédécesseurs (Raymond Barre à propos de l'attentat de la rue Copernic), entre Juifs et « Français innocents ».

En revanche, l'érection de Charlie en symbole de la lutte antiraciste a subi quelques ratés. Des voix se sont élevées pour faire remarquer que *Charlie Hebdo* entretenait depuis le 11 Septembre 2001 un rapport pour le moins problématique avec l'islam. Au-delà du problème de la représentation du Prophète, les dessinateurs de *Charlie Hebdo* avaient opté pour un mode de représentation de l'islam adossé à tous les

stéréotypes orientalistes évoqués plus haut : réduction de la femme musulmane à son statut d'objet sexuel, obsession pour son dévoilement, réduction de l'homme musulman à la seule figure du barbu sexiste et violent, etc[49]. *Charlie Hebdo* avait peut-être le droit – au nom de la liberté d'expression ou du droit à la caricature de toutes les religions - de représenter les musulmans de cette manière (comme Dieudonné a peut-être le droit de reprendre à son compte des stéréotypes antisémites)[50]. En revanche, comme l'ont remarqué Schomo Sand, Julie Pagis et d'autres, cette représentation des musulmans ne fait pas de *Charlie Hebdo* - ni de Dieudonné - le meilleur des symboles antiracistes[51].

On peut même se demander si le mouvement du 11 janvier n'a pas, au contraire, creusé le fossé entre les minorités ethniques et culturelles. Sophie Wahnich a par exemple observé les manifestations populaires post attentat. Elle a remarqué que contrairement à un fantasme des médias, les manifestations d'hommages aux victimes ne furent pas « black, blanc, beur ». De nombreux Français de couleur ne se sont pas reconnus dans la symbolique qu'on leur proposait[52]. Par ailleur ce point mériterait une enquête sociologique plus précise mais on peut douter de la présence massive dans ces manifestations de musulmans qui ne s'inscrivent pas dans le cadre moderne, libéral et sécularisé évoqué plus haut.

49 http://www.article11.info/?Charlie-Hebdo-pas-raciste-Si-vous

50 Sur la différence de traitement entre Dieudonné et Charlie Hebdo, voir l'analyse de John Bowen dans : http://bostonreview.net/forum/john-bowen-france-after-charlie-hebdo

51 Le texte de Schlomo Sand se trouve à cette adresse : http://www.ujfp.org/spip.php?article3768 Celui de Julie Pagis ici : http://www.liberation.fr/chroniques/2015/01/16/quand-nos-enfants-tuent-nos-peres_1182251

52 http://www.mediapart.fr/journal/france/240115/alain-badiou-contre-courant-apres-la-tuerie



Pire, le mouvement du 11 janvier a renforcé l'impression du « deux poids deux mesures ». Ce sentiment s'est renforcé le 15 janvier quand est advenu le premier assassinat islamophobe post-attentat. Les rares médias qui ont évoqué l'événement ont nié la dimension raciste de l'acte en affirmant que l'assassin était un malade mental. Ils avaient peut-être raison. Plusieurs associations de lutte contre l'islamophobie ont cependant demandé pourquoi l'hypothèse psychologisante fut immédiatement validée dans le cas de cet assassinat, et pourquoi cette hypothèse ne fut jamais formulée dans le cas des frères Kouachi et d'A. Coulibaly. Ces associations ont fait le parallèle avec le cas d'A. Breivik. Ce dernier avait eu beau clamer haut et fort qu'il était responsable de ses actes, la presse s'acharna à le présenter comme un malade mental. *L'Express* publia pas moins de 10 articles sur la prétendue maladie mentale de Breivik.

Enfin, on peut se demander si la manifestation du 11 janvier n'a pas eu pour effet (positif) de canaliser les émotions provoquées par les attentats. En effet, les manifestations ont souvent pris la forme de cérémonies de deuil. Des gens se sont retrouvés en silence dans des lieux symboliques du sacré républicain (les places de la République par exemple) pour allumer des bougies ou disposer des mots à l'adresse des morts comme on peut le faire lors des enterrements. Ces scènes faisaient penser à celles décrites par les anthropologues quand une communauté politique cherche à se refonder symboliquement après avoir été attaquée. De nombreuses réactions verbales aux attentats de janvier expriment cette idée de blessure du corps politique. La une de *Charlie Hebdo* « tout est pardonné » suggérait d'ailleurs cette idée de réparation, par le deuil et la commémoration, de la blessure.

Le problème de cette interprétation réside dans le fait que les cérémonies de deuil ont, en principe, une vertu

pacificatrice. Elles permettent à la communauté politique de panser ses plaies pour ne pas avoir recours, à son tour, à la violence. Or la principale réaction gouvernementale a consisté, au contraire, à déclarer la « guerre au terrorisme ». Comme en 2001[53], il ne s'agissait pas d'une simple déclaration rhétorique. Le gouvernement invita à la manifestation du 11 janvier tous les chefs d'Etat et de gouvernement intéressés par la guerre contre le terrorisme islamique. Il a décidé d'affecter 500 millions d'euros de plus au ministère de la Défense (une décision qui aurait été impensable quelques semaines auparavant). Le 23 janvier, le porte-avion Charles de Gaulle voyait les premiers Rafales s'envoler pour bombarder Daech.

### *La guerre contre le terrorisme*

Quand on les interroge sur les conséquences des attentats de janvier 2015 en matière de politique étrangère, les Français évoquent souvent le thème de la « récupération ». Selon cette grille de lecture, nous aurions eu d'un côté un peuple qui a exprimé une compassion sincère à l'égard des victimes et d'un autre côté des gouvernants qui auraient cherché à surfer sur la vague pour faire passer des projets politiques préétablis. Cette thèse est certainement en partie valable. L'analyse des politiques publiques regorge d'exemples de cas où un événement génère une « fenêtre d'opportunité » permettant à un groupe de faire passer son projet. La guerre d'Irak de 2003 est un exemple célèbre. Les néo-conservateurs américains avaient formulé dès 1997 le projet d'une nouvelle guerre contre l'Irak. Ils ont profité du choc du 11 Septembre

53 Bonelli, L., Deltombe, T. & Bigo, D., 2008. Au nom du 11 septembre... Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme Paris: La Decouverte.



pour mettre en œuvre cette politique (en inventant toutes sortes d'histoires comme celle qui liait Saddam Hussein à Al Qaida ou celle qui affirmait que l'Irak disposait d'armes de destructions massives). En première analyse, la décision gouvernementale de (re)lancer la France dans la « guerre contre le terrorisme » semble portée par la même logique. Il s'agit de relégitimer les interventions au Mali, en Irak, voire de préparer psychologiquement l'opinion publique à une intervention en Libye.

En réalité, il ne faut pas pousser trop loin cette thèse d'une instrumentalisation, par les élites, d'une société portée par les bons sentiments. En effet, tous les sondages suggèrent que l'opinion publique française s'est au contraire retrouvée en phase avec son gouvernement au lendemain des attentats de janvier, et ce pour la première fois depuis bien longtemps. M. Valls a gagné 20 points dans les sondages au lendemain de sa déclaration de guerre au « terrorisme ». De plus, l'histoire nous enseigne qu'il existe un lien fort entre les émotions positives comme celles exprimées le 11 janvier et la guerre. En effet, on aurait tort de penser que les guerres et la violence ne prennent racine que dans les émotions négatives. Contrairement à une idée fort répandue, la haine du boche et du « Franzmann » n'a pas été le premier moteur de la Première Guerre mondiale. Cette guerre a d'abord pris racine dans les sentiments les plus positifs qui soient : la compassion pour les victimes nationales des guerres passées, l'attachement à la communauté nationale ou encore l'amour de grandeurs aussi universalistes que la « civilisation » en France et la « Kultur » en Allemagne.

On peut même aller plus loin et se demander si les cérémonies de commémoration comme celle du 11 janvier ne participent pas de la logique guerrière. Ces cérémonies énoncent quelles vies il convient de protéger et quelle vies

demeureront exclues de cette économie de la compassion. Or J. Butler nous rappelle que ce mécanisme se trouve au cœur de la logique guerrière : « On peut définir la guerre comme une pratique de division des populations entre celles pour lesquelles on éprouvera de la compassion, et celles pour lesquelles on n'en éprouvera pas »[54]. Pour le dire autrement, on ne fait pas seulement la guerre pour venger ses morts. On fait aussi la guerre car on estime – à tort ou à raison – qu'il est opportun, pour préserver certaines vies, d'en effacer d'autres.

J. Butler a observé cette dynamique après le 11 Septembre américain. Elle relève que le discours dominant a organisé la commémoration des 2 992 victimes des attentats sans trouver de mots ni d'affect pour les victimes, incomparablement plus nombreuses, de la guerre américaine contre le terrorisme. Sans nier avoir elle-même participé « spontanément » à ces scènes de commémoration, J. Butler pose la question suivante : « Comment se fait-il qu'on ne nous donne pas les noms des morts de cette guerre, y compris ceux que les USA ont tués, ceux dont on n'aura jamais une image, un nom, une histoire, jamais le moindre fragment de témoignage sur leur vie, quelque chose à voir, à toucher, à savoir? »[55]. Elle appelle « ungrievable lives » (vies qu'on ne peut pas pleurer) ces vies qui se trouvent exclues de l'économie guerrière de la compassion. Cette notion ne recouvre pas seulement les vies que le discours guerrier entend éliminer (les terroristes). Elle désigne aussi celles pour lesquelles le discours n'a pas de mot humain (les « victimes collatérales » des guerres occidentales, les prétendus « boucliers humains » du Hamas,

54 Butler, 2010. *Frames of War. When is Life Grievable?* op cit. : 38

55 Butler, 2010. *Frames of War. When is Life Grievable?* op cit. : 39



les combattants ennemis dont la mort n'est plus un objet de la stratégie, etc.)[56].

Le fait que la France se soit réengagée dans la guerre contre le terrorisme islamiste n'est pas, en soi, un fait problématique. En effet, même si le nombre de victimes causées en France par ce type de violence semble très faible (environ 30 personnes depuis 10 ans contre 1500, par exemple, pour la violence sexiste), il est possible que la menace soit réelle. Il est possible, en d'autres termes, que des dizaines d'attentats aient été déjoués par nos services de renseignements. Par ailleurs, il ne faut pas exclure que cette guerre ait des effets positifs pour des personnes hors de France ou d'Europe. En effet, les groupes visés par la guerre occidentale contre le terrorisme font souvent beaucoup de dégâts dans les pays où ils sont actifs.

Cette guerre pose cependant plusieurs problèmes. Premièrement, elle ne dit pas son nom. Elle prétend se battre contre le « terrorisme », ce qui est à proprement parler absurde. Nous l'avons écrit, le terrorisme est une méthode, un type d'action politique violente particulier. Des alliés proches de la France utilisent aussi des méthodes terroristes (les Etats-Unis et Israël par exemple). Or il n'a jamais été question d'envoyer le Charles de Gaulle pour bombarder Washington ou Tel Aviv. En d'autres termes, cette guerre se fonde sur un langage orwélien. La France n'est pas en guerre contre le terrorisme en général mais contre le terrorisme islamique. Ce choix se justifie peut-être par de bonnes raisons stratégiques, politiques ou morales. Mais il conviendrait de les expliciter.

56 Delori, M., 2014. Killing without Hatred. The Politics of (Non) Recognition in Contemporary Western Wars. Global Discourse, Published online 10 July 2014.

Deuxièmement, cette guerre n'a jamais produit une évaluation fiable de ses effets en retour[57]. Comme le remarque E. Macé, l'Etat Islamique n'aurait jamais connu ses premiers succès si les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Espagne n'avaient pas plongé l'Irak dans le chaos que l'on sait[58]. De nombreux auteurs ont fait la même analyse au sujet de la guerre d'Afghanistan ou des bombardements de drones au Pakistan. De plus, cette guerre semble menée dans une incohérence totale. D'un côté, les Occidentaux ont désigné les auteurs des attentats du 11 Septembre comme les ennemis publics numéro 1. D'un autre côté, des sénateurs américains qui ont eu accès à des informations classifiées nous expliquent que l'Arabie Saoudite – un des plus proches alliés des occidentaux – a contribué au financement de ces attentats ![59]

Enfin, la guerre contre le « terrorisme » est portée par un discours (humaniste) qui est, par définition, aveugle par rapport à sa propre violence. Les discours communautaristes ou racistes ont ceci de particulier qu'ils mettent bruyamment en scène la violence qu'ils déploient. À l'inverse, le discours « moderne », « libéral » et « humaniste » n'énonce pas sa propre violence. Qui a une idée, même approximative, du nombre de morts générés par la guerre américaine en Afghanistan en 2001, par celle des États-Unis et du Royaume-Uni en Irak en 2003 ou encore par l'intervention de la France au Mali en 2013 ? Des chercheurs en sciences sociales et des ONG sérieuses ont produit des chiffres. Leurs estimations restent inaudibles car que le discours humaniste dominant n'a que deux mots pour les victimes de ces guerres : terroriste ou collatérale. Encore une fois, la guerre contre le « terrorisme » (islamique) est peut-être une bonne chose. Mais le fait que personne ne soit capable de donner une estimation du nombre de morts qu'elle génère doit nous interroger.

57 Sur l'importance de cette lecture sociologique des nouvelles guerres, voir : Badie, B., 2014. Introduction. Guerres d'hier et d'aujourd'hui, par Bertrand Badie. In B. Badie & D. Vidal (eds.) Nouvelles guerres - L'état du monde 2015. Paris: La découverte.

58 Macé, Eric, « Attentats terroristes en France depuis 1995 : un drame postcolonial », Suburban. Zeitschrift für kritische Stadtforschung, Band 2, Heft 4. En ligne sur : www.zeitschrift-suburban.de)

59 http://www.lefigaro.fr/international/2015/02/02/01003-20150202ART-FIG00430-ces-28-pages-qui-menacent-l-axe-washington-riyad.php